

CAISSE DES ÉCOLES D'EPINAY-SUR-SEINE

1-3 Rue Quétigny
93806 Epinay-sur-Seine



Renouvellement des équipements des cuisines pour la ville d'Epinay sur Seine (6 lots)












REGLEMENT DE CONSULTATION

(RC)

Référence du marché : 250001

Date et heure limites de remise des plis : **18 juillet 2025 à 11h00**

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

	<p>Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de Fournitures</p> <p><u>Objet</u> : Renouvellement des équipements des cuisines de la ville d'Epinay sur Seine (6 lots)</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>Caisse des écoles d'Epinay-sur-Seine Hôtel de Ville - 1-3 rue Quétigny 93800 - EPINAY-SUR-SEINE</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>L'accord-cadre est divisé en 6 lots.</p>
	<p>Profil Acheteur:</p> <p>https://marches.maximilien.fr/</p>
	<p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 8 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p>
	<p>L'offre est valable 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p>
	<p>Aucune négociation n'est prévue.</p>
	<p>Aucune variante n'est prévue.</p>
	<p>Aucune prestation supplémentaire éventuelle</p>
	<p>Code CPV principal de la consultation : 39221000-7 : Équipement de cuisine</p>

SOMMAIRE

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1. Objet de la consultation	4
1.2. Codes CPV	4
1.3. Durée.....	5
ARTICLE 2. DOSSIER DE CONSULTATION.....	5
ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	6
3.1. Procédure de passation.....	6
3.2. Allotissement	6
3.3. Pour obtenir des renseignements complémentaires	6
ARTICLE 4. PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE	6
4.1. Dossier de candidature	6
4.2. Sous-traitance.....	8
4.3. Groupements d'opérateurs économiques.....	8
ARTICLE 5. PRÉSENTATION DE L'OFFRE	9
5.1. Présentation du dossier d'offre	9
5.2. Variantes	10
5.3. Prestations supplémentaires éventuelles	10
5.4. Délai de validité	10
ARTICLE 6. CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE	10
ARTICLE 7. VISITE DE SITE.....	11
ARTICLE 8. MODALITÉS DE REMISE DES PLIS	12
ARTICLE 9. ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE	12
ARTICLE 10. LITIGES ET DIFFÉRENDS	13

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture, la livraison, l'installation, le raccordement et la formation du personnel utilisateur du gros matériel de restauration et, le cas échéant, le démontage, l'enlèvement et la valorisation éventuelle de l'ancien équipement de cuisine des groupes scolaires, des crèches, de la cuisine centrale et du Restaurant Municipal de la ville d'Epinay-sur-Seine.

L'accord-cadre est divisé en 6 lots répartis comme suit :

- Lot 1 : " Equipement hygiène"
- Lot 2 : " Equipement de froid"
- Lot 3 : " Equipement neutre"
- Lot 4 : " Equipement de cuisson"
- Lot 5 : " Equipement self"
- Lot 6 : " Equipement de laverie"

Lieux de livraison : Cf. liste des bâtiments Annexe 1 du CCTP.

1.2. Codes CPV

Le code CPV principal de l'accord-cadre est le suivant : 39221000-7 - Équipement de cuisine

Code(s) CPV secondaire(s) :

- Lot 1 : " Equipement hygiène" : - 39713410-6 – *Distributeur de savon* 39713430-2 *Sèche main*
- Lot 2 : " Equipement de froid" - 39310000-8 – *Équipement de cuisine*
- Lot 3 : " Equipement neutre" - 39222000-4 – *Articles d'équipement de cuisine*
- Lot 4 : " Equipement de cuisson" - 29721100-0 - *Cuisinière*
- Lot 5 : " Equipement self" – 39312200-2 - *Équipement de service de cantine*
- Lot 6 : " Equipement de laverie" - 42716110-2 – *Lave-vaisselle*

1.3. Durée

Pour l'ensemble des 6 lots :

La durée initiale d'exécution de l'accord-cadre est de 12 mois. Elle commence à courir à partir de la notification, elle comprend 3 reconductions tacites ; chaque période de reconduction ayant une durée d'un an, sans que la durée totale de l'accord-cadre n'excède 4 ans.

Clauses de non-renouvellement de l'accord-cadre :

➤ Du fait de l'Acheteur :

Si l'Acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 30 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure. Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

➤ Du fait du titulaire :

Si le titulaire ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, celui-ci s'engage à en informer l'Acheteur, dans un délai de 90 jours avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure, par courrier recommandé avec accusé réception.

ARTICLE 2. DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement à l'adresse suivante : <https://marches.maximilien.fr/> et comprend les éléments suivants :

- Règlement Consultation (RC)
- ATTRI1 - Acte d'engagement (AE), pour chacun des lots
- Bordereau de Prix Unitaires (BPU) pour chaque lot
- Détail Quantitatif Estimatif (DQE), pour chaque lot,
- CCAP commun à tous les lots
- CCTP commun à tous les lots
- Annexe 1 au CCTP, liste des bâtiments
- Le DC1 – Lettre de candidature
- Le DC2 – Déclaration du candidat individuel

L'Acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 4 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 8 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents de

l'accord-cadre, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. Procédure de passation

Conformément aux articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, le marché est passé par appel d'offres ouvert.

Conformément à l'article R. 2162-2 du code de la commande publique, l'accord-cadre mono-attributaire sera exécuté par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du même code.

3.2. Allotissement

Un candidat peut remettre une offre pour chacun des lots.

L'Acheteur ne limite pas le nombre de lots pour lesquels le candidat peut présenter une offre, ni le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même candidat.

3.3. Pour obtenir des renseignements complémentaires

L'ensemble des renseignements complémentaires doivent être obtenus par le biais du profil de l'Acheteur à savoir <https://marches.maximilien.fr/>

ARTICLE 4. PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE

4.1. Dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

N°	Capacité économique et financière du candidat	Lot
1	DUME ou imprimés DC1 et DC2 disponibles à l'adresse : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires	Tous les lots
2	Déclaration sur l'honneur attestant que le candidat n'entre pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique, qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ; si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du Code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D.8222-5-3° du Code du travail) ; si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R.3243-1 du Code du travail, ou des documents équivalents.	Tous les lots
3	Si le candidat est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet.	Tous les lots
4	Preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Tous les lots

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat	Lot
1	Une déclaration indiquant les effectifs avec la répartition femmes/hommes et les moyens mis en œuvre en faveur de l'égalité femmes-hommes, moyens annuels du candidat ou mis à la disposition du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années, ou au cours de(s) l'année(s), précédant l'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence, si l'entreprise a été créée depuis moins de trois années.	Tous les lots
3	Le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de l'accord-cadre de même nature	Tous les lots
4	La liste des principales fournitures, notamment de même nature, livrées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.	Tous les lots
5	Le(s) Certificat(s) établi(s) par un service chargé du contrôle de la qualité et habilité à attester la conformité des équipements à des spécifications ou des normes ou tout autre document prouvant la prise de mesures équivalentes de garantie de la qualité.	Tous les lots

En cas d'impossibilité justifiée de produire les documents susmentionnés, notamment en cas de société nouvellement créée, les candidats pourront justifier de leurs capacités financières, techniques et professionnelles par tout autre moyen (certificats de qualification professionnelle / de compétence...).

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés ci-dessous si l'Acheteur peut les obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

En application des articles L. 113-13 et D.113-14 du code des relations entre le public et l'administration, le candidat n'est pas dans l'obligation de transmettre les justificatifs suivants

- L'attestation de régularité fiscale ;
- Les déclarations de résultats soumis aux bénéfices industriels et commerciaux ;
- Les déclarations de bénéfices non commerciaux ;
- Les déclarations de résultats soumis aux bénéfices agricoles ;
- Les déclarations de résultats soumis à l'impôt sur les sociétés ;
- Les déclarations pour les sociétés mères et les filiales de groupe ;
- L'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (extrait KBis) et les statuts ;
- Les attestations de régularité sociale et de vigilance ;
- La carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics.

Si le candidat est une personne physique :

- L'avis d'imposition à l'impôt sur le revenu ou l'avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu émanant de la direction générale des finances publiques ;
- L'attestation de droit aux prestations délivrées aux bénéficiaires par les organismes de sécurité sociale ;
- Le justificatif d'identité, lorsque le téléservice de l'administration propose le dispositif « FranceConnect » mis en œuvre par l'administration chargée du numérique et du système d'information et de communication de l'Etat sous réserve des dispositions de l'article R. 113-9 du Code des relations entre le public et l'administration.

4.2. Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas admise pour l'exécution de cet accord-cadre.

4.3. Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'Acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'Acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'Acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'Acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

ARTICLE 5. PRÉSENTATION DE L'OFFRE

5.1. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

N°	Description
1	L'acte d'engagement pour chaque lot pour lequel le candidat fait une offre. Le document doit être dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre.
2	Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) pour chaque lot pour lequel le soumissionnaire fait une offre. Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Les prix doivent toujours être exprimés en euro.
3	Le Devis quantitatif estimatif (DQE) pour chaque lot pour lequel le soumissionnaire fait une offre. Le document doit être dûment rempli par la personne habilitée à engager la société. Les quantités ne doivent en aucun cas être modifiées. Les prix doivent toujours être exprimés en euro.
4	Le mémoire technique comprenant: <ul style="list-style-type: none"> • Les fiches techniques et références pour chacun des équipements en fonction du lot figurant au BPU, avec nomenclature et références du matériel proposé ainsi que les agréments et les documentations techniques, la nomenclature correspondra aux pièces de l'accord-cadre, de la période de garantie du matériel. • Les dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du marché (article 3.2 du CCTP) précisant notamment: <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les effectifs dédiés, ✓ Les moyens matériels utilisés, ✓ Les mesures employées pour s'assurer de la qualité des prestations, ✓ Les délais proposés pour l'exécution des prestations, ✓ Les normes, certificats, labels détenus et attestations de respect des normes requises, ✓ Les méthodologies mises en œuvre pour l'exécution des prestations, ✓ Les conditions de formation et d'accompagnement du personnel, ✓ La modalité du SAV. • Une note sur le stockage et le transport des produits, contenant toutes les

	informations de nature à renseigner la collectivité sur les conditions de stockage et de transport des matériels jusqu'à leur livraison.
5	<ul style="list-style-type: none"> • Une note environnementale précisant la réparabilité et maintenance des matériels, <ul style="list-style-type: none"> ✓ Accès facilité aux pièces détachées ✓ Documentation technique fournie ✓ Facilité d'intervention ✓ Réemploi et fin de vie (Reprise des anciens équipements, orientation vers des filières agréées pour le traitement, diagnostic de réemploi, recyclage optimisé, traçabilité assurée)
6	<ul style="list-style-type: none"> • La démarche prise par l'entreprise en faveur de l'insertion sociale

5.2. Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.
Aucune variante n'est prévue par l'Acheteur.

L'offre doit être strictement conforme aux pièces de l'accord-cadre.
En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

5.3. Prestations supplémentaires éventuelles

L'accord-cadre ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

5.4. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

ARTICLE 6. CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE

L'Acheteur attribue l'accord-cadre au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en fonction des lots et en se fondant sur une pluralité de critères listés ci-dessous :

N°	Description	Pondération
1	Valeur technique <i>au regard du mémoire technique</i>	50
1.1	Le matériel proposé: <ul style="list-style-type: none"> ✓ <i>Fiche technique,</i> ✓ <i>marque de qualité proposé,</i> ✓ <i>origine de la fabrication,</i> ✓ <i>- garantie matériel, ...</i> 	30
1.2	les moyens humains affectés à l'accord cadre: <ul style="list-style-type: none"> ✓ <i>Interlocuteur dédié,</i> ✓ <i>Conseil avant-vente,</i> ✓ <i>- Accompagnement pendant le cycle de vie des équipements</i> 	10
1.3	Exécution des prestations : <ul style="list-style-type: none"> ✓ <i>Délai de livraison garanti,</i> ✓ <i>Livraison et mise en service,</i> ✓ <i>Reprise de l'ancien matériel,</i> ✓ <i>Formation du personnel en place,</i> ✓ <i>- Suivi et service après-vente</i> 	10

2	Prix <i>Règle de trois; Note offre = (prix de l'offre la plus basse / prix de l'offre) * pondération du critère prix</i>	40
3	Développement durable	10
3.1	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Performances environnementales des matériels proposés (Equipements de classe énergétique A+++, bilan carbone, réduction des déchets, mobilité durable...) ✓ Gestion de fin de vie des équipements ✓ Certification des fournisseurs 	5
3.2	Démarche prise par l'entreprise en faveur de l'insertion sociale.	5
Pondération totale des critères d'attribution :		100

L'analyse du critère prix se fera, **pour chaque lot, sur la base du montant total porté au détail quantitatif estimatif (DQE). Il est à noter que les prix indiqués dans le DQE devront être rigoureusement identiques à ceux indiqués dans le bordereau de prix unitaires (BPU). Si des discordances étaient constatées, l'Acheteur pourra rejeter l'offre du candidat. Pour rappel, les quantités indiquées dans le DQE sont données à titre indicatif et n'ont pas de valeur contractuelle. Les quantités ne doivent en aucun cas être modifiées.*

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, l'accord-cadre sera attribué au candidat présentant l'offre régulière économiquement la plus avantageuse du point de vue de l'Acheteur.

Si une offre lui paraît anormalement basse, l'Acheteur demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

ARTICLE 7. VISITE DE SITE

La visite de sites est facultative. Deux possibilités sont proposées aux candidats :

- 1) Les candidats prendront rendez-vous auprès de :

La Directrice de la Restauration Municipale
17 rue Jean Baptiste Clément
93800 EPINAY-SUR-SEINE
01 71 29 19 44 / 06 03 96 48 09
Courriel : melanie.legras@epinay-sur-seine.fr

- 2) Les candidats pourront visiter, seuls les sites après en avoir fait la demande auprès de la Direction visée ci-dessus.

ARTICLE 8. MODALITÉS DE REMISE DES PLIS

Le pli contenant la candidature et l'offre technique et financière doit être déposé sur la plateforme d'Acheteur public à l'adresse suivante : <https://marches.maximilien.fr/>

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Transmission par voie électronique :

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

Important : une adresse électronique générique devra être indiquée au moment du dépôt du pli électronique de façon à faciliter les échanges avec les candidats.

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

ARTICLE 9. ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

Au terme de la procédure, l'Acheteur demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre de lui retourner :

- L'acte d'engagement pour chaque lot dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société,
- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP,
- Extrait K Bis
- Le Relevé d'Identité Bancaire
- Les documents justificatifs visés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R.2143-13 et R.2143-15 du Code de la commande publique.

Lors de la conclusion de l'accord-cadre et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire de l'accord-cadre de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 10. LITIGES ET DIFFÉRENDS

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Montreuil, sis 7, rue Catherine Puig – 93558 Montreuil cedex – Tél : 01 49 20 20 00 – Fax : 01 49 20 20 99

Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Les renseignements pour l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Montreuil, sis 7, rue Catherine Puig – 93558 Montreuil cedex

Tél : 01 49 20 20 00 – Fax : 01 49 20 20 99

Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Cette consultation peut faire l'objet des voies de recours dans les délais d'introduction suivants :

- recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision de rejet,
- recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision de rejet ou de la publication de l'avis d'attribution, à l'encontre des décisions faisant grief,
- référé précontractuel dans les conditions définies par le Code de justice administrative (article L.551-1 et s. du CJA).
- recours de plein contentieux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont rendues publiques la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation (voir arrêt du Conseil d'Etat du 16 juillet 2007, Sté Tropic Signalisation, n°291545). Ce recours peut être assorti, le cas échéant, d'une demande distincte de référé-suspension (article L.521-1 du Code de Justice Administrative).
- référé contractuel dans les conditions définies par le Code de justice administrative (article L.551-13 et s. du CJA).